

Sarkozy Inc. : de solides avancées et des occasions manquées

Excellent dans sa gestion des crises de 2008 et 2011, capable de ménager l'avenir par des réformes de fond... Les patrons disent globalement merci au chef de l'Etat. Pourtant, à l'issue du quinquennat, les PME françaises grandissent et exportent toujours aussi peu ! On est encore loin d'un écosystème favorable à l'entrepreneuriat en France. Par Etienne Gless pour L'Entreprise.com, publié le 19/12/2011 "Des trois derniers présidents de la République, Nicolas Sarkozy est celui qui a fait le plus pour les entreprises", reconnaît Denis Jacquet, PDG d'une entreprise de formation et de Parrainer la croissance, une association comptant 2 000 entrepreneurs membres. Jean-François Roubaud, président de la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises), approuve : "On a rarement eu autant de mesures aussi importantes de la part d'un gouvernement. J'ai toujours sur moi une feuille qui récapitule en 30 lignes, écrites très serré, ce qui a été fait en cinq ans pour les PME. Les gens ont la mémoire si courte..." Et d'énumérer, au crédit du chef de l'Etat, la loi sur les délais de paiement, la réforme de la taxe professionnelle qui a favorisé l'industrie, la suppression de l'impôt forfaitaire annuel... "Il a su réagir vigoureusement face à la crise de 2008 : le plan de relance, les exonérations de charges sociales pour les TPE de moins de dix salariés, les acomptes augmentés de TVA et sur les marchés publics pour aider la trésorerie des entreprises, la mise en place de la médiation du crédit, puis de la sous-traitance qui ont sorti des entreprises de situations inextricables.

.. De bons réflexes de gestion de crise et des mesures de fond De fait, on reconnaît bien un mérite à Nicolas Sarkozy : être bon dans l'adversité, que ce soit la crise financière de 2008 ou celle des dettes publiques de cet automne 2011. "Durant la crise de 2008, il a su créer les digues nécessaires pour enrayer l'hémorragie." Diaa Elyaacoubi, présidente de Streamcore et du club Esprits d'entreprises (400 membres), salue elle aussi les excellents réflexes du chef de l'Etat. "Création de la médiation du crédit, du fonds stratégique d'investissement, renforcement des moyens de financement d'Oséo... Pour cela, félicitations et merci !" Jean-François Roubaud témoigne encore d'un souvenir personnel : "Je l'ai vu se battre à l'Elysée avec les banquiers, faire preuve d'autorité sur eux avec une aussi bonne connaissance qu'eux des dossiers." A l'actif du chef de l'Etat, les patrons mettent aussi plusieurs réformes, de plus moyen terme cette fois : "La création du statut de l'auto-entrepreneur par Hervé Novelli, alors ministre des PME, a été une très bonne chose.

Il a libéré les énergies. Les Français n'ont pas vocation à être des assistés, même si tous les auto-entrepreneurs ne deviendront pas de vrais entrepreneurs", reconnaît Olivier Duha, président de Croissance Plus. Parmi les autres réformes de moyen terme, la loi de 2008 dite de modernisation de l'économie (LME) est saluée pour son salutaire effet psychologique : elle rappelle que les PME ne doivent pas être les banquiers des grands groupes. "Mais il faudrait aller au bout de la réforme et que la DGCCRF ait les moyens de faire respecter les délais de paiement : en ce moment, ils rallongent avec un impact négatif sur la trésorerie", se désole un sous-traitant automobile. Saluée aussi, la création de la rupture conventionnelle en 2008, un mode de séparation à l'amiable entre l'employeur et le salarié. "Finie l'hypocrisie du faux motif de licenciement pour se séparer de quelqu'un dont on ne veut plus, se félicite Denis Jacquet.

Hélas, il y a toujours l'obligation de faire un PSE (plan de sauvegarde de l'emploi) s'il y a plus de dix personnes à licencier. C'est long et coûteux." Reniements, occasions manquées, politiques illisibles... Ici commence la liste des regrets, occasions manquées et réformes reniées ou - pis - pas entamées. Le "paquet fiscal" de 2007 ? Vidé de son contenu au nom de la réduction du déficit.

Mesures phares de la loi Travail, emploi, pouvoir d'achat (Tepa), la défiscalisation des heures supplémentaires a été revue à la baisse et le "bouclier fiscal", qui plafonnait les impôts directs à la moitié des revenus, supprimé... 1 2 suivant .

http://lentreprise.lexpress.fr/developpement-et-innover/nicolas-sarkozy-et-les-pme-quel-bilan_31583.html